

Texte introductif

# Les outils numériques de participation citoyenne

Définition..... 1

Historique ..... 1

Grands principes..... 2

Enjeux..... 4

Pour aller plus loin..... 5

## Définition

Les outils numériques de participation citoyenne désignent les **plateformes en ligne et autres applications** utilisées pour permettre aux citoyennes et citoyens de **s'impliquer activement dans la vie politique d'une collectivité**.

Ces outils offrent diverses fonctionnalités expressives et interactives visant à **favoriser l'engagement** des citoyens et citoyennes, et à faciliter une **participation à grande échelle**.

## Historique

Pour comprendre l'évolution des outils numériques de participation citoyenne, il faut d'abord faire un bref détour par les premières années de l'existence d'Internet.

Après une décennie caractérisée par des sites statiques et le partage d'informations à sens unique du « Web 1.0 », Internet prend un tournant important au **début des années 2000**. Les sites deviennent interactifs, on parle alors du « **Web 2.0** » qui pose les **jalons du réseau participatif et collaboratif** que l'on connaît encore aujourd'hui. C'est à ce moment-là qu'émergent des **outils collaboratifs** tels que Wikipedia, de même que les **premiers réseaux sociaux** avec des portails en ligne comme Facebook ou Twitter qui vont transformer les internautes en contributeurs actifs.

D'un certain point de vue, on pourrait considérer que ces réseaux sociaux constituent des outils numériques de participation citoyenne, dans la mesure où ils sont utilisés par le monde politique d'une part, pour informer et consulter les citoyens, et par les citoyens eux-mêmes d'autre part, pour s'exprimer et prendre part au débat public, interpeller leurs représentants voire contester leur action, et s'organiser collectivement pour participer à la gouvernance démocratique.

Néanmoins, si elles rassemblent une masse critique d'utilisateurs permettant de toucher facilement un grand nombre de citoyens, ces **plateformes** au fonctionnement **algorithmique** présentent un certain nombre de **biais et de limites**. Elles n'ont tout

simplement pas été conçues pour favoriser la participation citoyenne, connecter citoyens et politiques, et permettre à tout un chacun de contribuer à la gestion du vivre-ensemble et à la prise de décision collective au sein d'une communauté.

À partir du **début des années 2010**, des projets mêlant **engagement citoyen et technologies numériques** voient le jour, parfois rassemblés sous le vocable de « [civic tech](#) » que l'on pourrait traduire par « technologies civiques » ou « technologies citoyennes ».

## Grands principes

Il existe de **nombreux outils** numériques conçus pour répondre aux besoins de l'innovation démocratique et en particulier aux pratiques actuelles en matière de **participation citoyenne**.

Certains de ces outils se focalisent sur **une fonctionnalité spécifique ou un cas d'usage** en particulier — par exemple, l'élaboration de propositions. D'autres logiciels, plus complets ou polyvalents, se présentent plutôt comme des **boîtes à outils** de participation citoyenne et proposent des **fonctionnalités adaptées à différents types ou différentes étapes de processus participatifs** — par exemple, des plateformes rassemblant à la fois des outils de collecte d'idées, d'élaboration de propositions et de vote.

De **nombreux acteurs** (institutions, associations, entreprises commerciales) se sont lancés dans la création de telles applications en ligne, ciblant une de ces fonctionnalités importantes ou rassemblant plusieurs d'entre elles au sein d'une même plateforme intégrée. Ces logiciels sont alors proposés sous **différentes licences** aux modèles de financement variés. On retrouve ainsi autant des logiciels **libres ou open source** (par exemple, [Polis](#) ou [Decidim](#)) que des plateformes vendues sous la forme de « **Software as a Service** » ou SaaS (par exemple, [Fluicity](#) ou [Bpart](#)), ou encore la combinaison des deux (par exemple, [GoVocal](#) – avant CitizenLab – ou [Cap Collectif](#)).

### Principes fondamentaux des outils numériques

En dépit de leurs différences, ces outils numériques convergent autour de **principes fondamentaux** qui sous-tendent leur fonctionnement :

#### 1. L'accessibilité

Ils visent une participation large du plus grand nombre, notamment en supprimant certaines des barrières géographiques, temporelles ou matérielles.

#### 2. La transparence

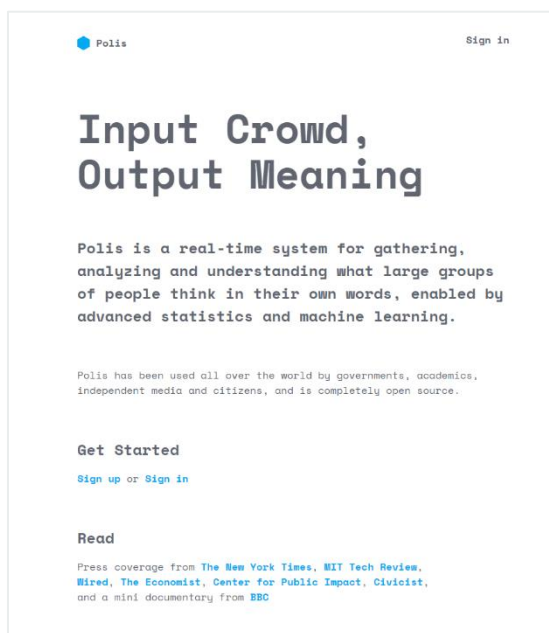
Ils rendent plus visibles les processus de prise de décision et facilitent l'accès à l'information publique. Par ailleurs, de nombreux projets font le choix de l'open source, permettant ainsi à toute personne familière avec le développement logiciel d'examiner le fonctionnement de leurs applications.

### 3. La responsabilité

Ils permettent d'encadrer le devoir de responsabilité des représentants politiques vis-à-vis des citoyens, notamment en matière de suivi des résultats de processus participatifs.

Voici deux exemples concrets :

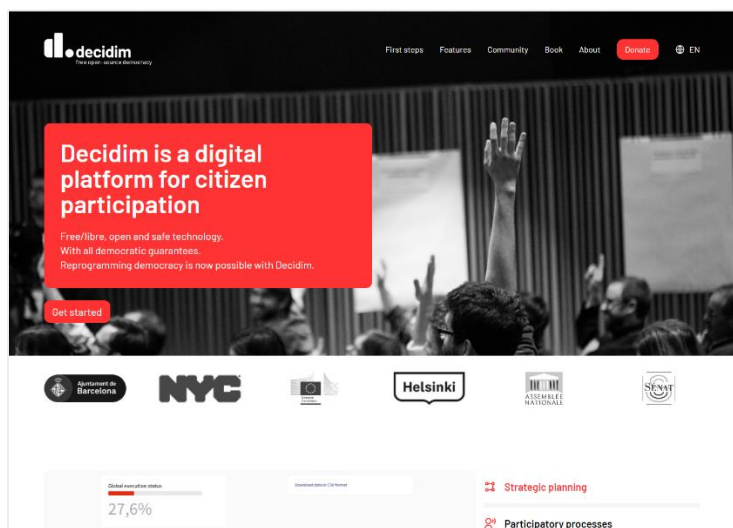
#### Polis



Cet outil open source développé par [The Computational Democracy Project](#) permet de **recueillir et d'analyser en temps réel les avis d'un groupe de personnes** sur une question donnée. Concrètement, les participant·e·s soumettent des courtes affirmations ou des commentaires à propos d'une question ou d'un sujet qui leur sont proposés. Les autres participant·e·s sont ensuite invités à se positionner sur ces déclarations (« d'accord », « pas d'accord » ou « pas d'avis »). Sur cette base, Polis fournit un rapport en temps réel permettant d'analyser quels avis font consensus, comment se positionne la majorité des participant·e·s, quels groupes d'opinions se sont créés dans la conversation, etc.

[Polis](#) peut ainsi **être utilisé par toute collectivité**, lors d'un **débat synchrone ou asynchrone**, en **présentiel ou en ligne**, pour sonder les avis sur un sujet donné et comprendre les enjeux de la délibération au travers de données et graphiques compilés dans un rapport détaillé.

#### Decidim



Ce logiciel libre, développé initialement par la Municipalité de Barcelone, est notamment utilisé par le [Service public fédéral Stratégie & Appui \(BOSA\)](#) dans le cadre du projet « [MonOpinion](#) ». Il offre aux institutions et organisations la possibilité de créer des **espaces en ligne afin d'organiser la participation au sein de leur collectivité**.

Il est ainsi possible de créer des espaces de concertation (par exemple, pour une consultation citoyenne temporaire, sur un sujet spécifique), des assemblées (par exemple pour organiser les travaux d'un conseil citoyen permanent) ou encore des initiatives (par exemple, pour permettre aux citoyens de lancer des pétitions).

La plateforme [Decidim](#) peut être utilisée de manière **autonome ou conjuguée à un dispositif participatif hors ligne**. Au sein de chacun des espaces participatifs, différents modules peuvent être configurés pour permettre la participation des citoyens et citoyennes : propositions, enquêtes, budgets, suivi, débats, tirage au sort, rencontres, etc.

## Enjeux

Si ces outils numériques permettent en théorie d'élargir le champ de la participation citoyenne en impliquant davantage de citoyens et citoyennes dans le processus décisionnel, ils font aussi face, en pratique, à certaines limites.

### 1. La fracture numérique

L'accès à Internet et la maîtrise des outils informatiques restent des conditions nécessaires pour utiliser des plateformes en ligne de participation citoyenne, critères qui sont loin d'être garantis pour une part importante de la population.

D'après le [Baromètre de l'inclusion numérique](#) publié par la [Fondation Roi Baudouin](#) en septembre 2022, 39 % des Belges disposaient de faibles compétences numériques en 2021.

Pour plus d'informations et des recommandations à ce sujet, consultez également l'[Avis relatif à l'impact de la digitalisation des services](#) édité par [Unia](#) (le Centre interfédéral pour l'égalité des chances) ainsi que les [études réalisées par la Région de Bruxelles-Capitale](#).

### 2. L'engagement

Les outils numériques de participation citoyenne permettent de contribuer à grande échelle, mais le niveau d'implication reste relativement limité. Le nombre de personnes inscrites, par rapport au potentiel d'une telle plateforme (par exemple, par rapport à la population totale d'une commune), peut parfois sembler assez restreint, et le nombre de participants actifs (qui contribuent, par exemple au travers de leurs propositions ou leurs votes, à la plateforme) peut également être limité. De nombreux citoyens et citoyennes suivent les projets participatifs de manière passive, et finissent par se désintéresser de la participation citoyenne.

### 3. La confidentialité

Pour remplir leurs objectifs et fonctionner correctement, les outils numériques de participation citoyenne collectent des données potentiellement sensibles (identités, opinions, votes, etc.). Il s'agit donc de veiller à la sécurisation de ces données personnelles et à la protection de la vie privée des participant·e·s.

## 4. La délibération

Les outils numériques de participation citoyenne permettent de recueillir des idées et opinions, mais ne permettent pas facilement de délibérer. Le débat en ligne peut avoir tendance à favoriser l'isolement dans des bulles d'opinions sans permettre des échanges sereins. Les discussions et prises de position en ligne peuvent également être sujettes aux manipulations d'acteurs visant à servir leurs propres intérêts.

Malgré ces défis importants, le potentiel de ces outils reste indéniable pour les modèles de gouvernance et leurs évolutions. Il ne s'agit pas d'instruments magiques qui peuvent prétendre combler un déficit démocratique à eux seuls, mais ils apportent une plus-value en matière de co-construction de politiques publiques et d'éducation à la citoyenneté.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que partir de la mise en place d'une plateforme en ligne de participation citoyenne peut aider les institutions et organisations qui souhaitent concevoir un processus participatif. Ces outils numériques sont en effet très structurants pour penser le processus dans sa globalité — du point de vue de la manière dont il sera présenté sur la plateforme — et ainsi le décliner en différentes étapes, formaliser les besoins de communication, les enjeux en matière de suivi à accorder au processus, etc. Ces plateformes possèdent un panneau d'administration, ou système de gestion de contenu, qui nécessite d'organiser l'information d'une certaine manière et offre dès lors l'opportunité de structurer le processus participatif dans son ensemble de manière adéquate.

Concrètement, la fonctionnalité de suivi des résultats d'une plateforme telle que [Decidim](#) (présentée ci-dessus) permet aux responsables d'un processus participatif d'encoder dans le panneau d'administration de la plateforme les recommandations issues d'une assemblée citoyenne, ou les projets soutenus à travers un budget participatif, pour rendre compte publiquement des réalisations et de leur état d'avancement.

## Pour aller plus loin

- L'organisation [People Powered](#) a édité un [guide des plateformes de participation numérique](#) pour déterminer dans quels cas utiliser et comment choisir une plateforme de participation numérique.
- People Powered a également publié un [classement de 30 outils de participation numérique](#) pour comparer ces outils au regard de différents critères tels que les fonctionnalités disponibles, le coût ou encore la fiabilité du logiciel.
- Le [Service public fédéral Stratégie & Appui \(BOSA\)](#) propose, au travers du projet « [MonOpinion](#) », une offre d'hébergement, de maintenance et d'accompagnement dans la configuration d'une plateforme en ligne basée sur le logiciel libre [Decidim](#), à destination des institutions publiques belges.